

Par e-mail :

# Dans l'Amérique de Biden, le revenu universel garanti a le vent en poupe

13 avril 2021



[Corine Lesnes](#)

[San Francisco, correspondante](#)

A Stockton (Californie), 125 habitants ont bénéficié d'une allocation de 500 dollars mensuels et l'expérience les a aidés à retrouver un emploi à temps plein, raconte Corine Lesnes, correspondante du « Monde » à San Francisco, dans sa chronique.

**Chronique.** Un signe de plus dans le grand virage rooseveltien de l'Amérique post-Trump : les expériences de revenu universel garanti se multiplient ! A croire que la pandémie de Covid-19 et l'octroi de chèques du Trésor public aux Américains ont levé les tabous sur la redistribution. La ville de Stockton, dans la vallée centrale californienne, avait été la première à mettre en place en janvier 2019 un projet substantiel d'*universal basic income*. Son instigateur, l'ancien maire Michael Tubbs, vient de publier les résultats de l'expérience.

Pendant deux ans, 125 habitants aux revenus inférieurs à la moitié de la moyenne nationale, ont bénéficié d'une allocation de 500 dollars (420 euros) par mois – soit une hausse moyenne de 30 % de leurs revenus – portée sur une carte bancaire dont ils étaient libres de disposer (ils pouvaient même retirer l'argent en liquide). L'étude était financée non pas par les contribuables de Stockton mais par le secteur privé ; et principalement [Chris Hughes, cofondateur de Facebook](#), un milliardaire qui, comme nombre de ses pairs, n'ignore rien des répercussions des innovations de la Silicon Valley sur le monde du travail.

## Une nouvelle expérience à Oackland

Conclusion de l'étude : les bénéficiaires ont profité de la stabilité offerte par le revenu garanti pour créer les conditions d'un nouveau départ. Eponger les dettes, compenser des épreuves imprévues : maladie, panne de voiture. Faire garder les enfants pour chercher un emploi. Moins de 1 % de l'allocation a été dépensée en alcool et tabac.

Utilisant l'échelle de Kessler, qui mesure la détresse psychologique, les chercheurs ont établi que l'état d'esprit des participants s'était amélioré et qu'ils ont eu l'impression de mieux contrôler leur vie. Certains ont rouvert un compte en banque, rétabli des relations normales avec leur famille, cessé de quémander à droite à gauche...

Au début de l'expérience, en février 2019, 28 % des bénéficiaires avaient un travail à plein temps. Au bout d'un an, le pourcentage s'élevait à 40 %. Dans le groupe de contrôle, le taux de plein-emploi, qui était de 32 % au départ, n'avait augmenté que de 5 %.

Politiquement, l'expérience n'a pas été une réussite pour Michael Tubbs. Quatre ans après s'être fait un nom en devenant, à 26 ans, le plus jeune maire d'une ville de plus de 100 000 habitants aux Etats-Unis, le démocrate a perdu l'élection de 2020. Fils d'un repris de justice, diplômé de Stanford, le battu ne s'est pas affligé longtemps. L'association qu'il a créée, Mayors for a Guaranteed Income (« maires pour le revenu minimum garanti »), compte maintenant une quarantaine d'élus, dont la moitié se sont engagés à lancer des expériences similaires dans leur ville.

## Dépasser le clivage capital-travail

Parmi eux, Libby Schaaf, la maire d'Oakland (Californie), [un laboratoire d'innovation sociale depuis des décennies](#). Son projet, annoncé le 23 mars, est l'un des plus ambitieux du pays : 600 bénéficiaires toucheront 500 dollars par mois pendant dix-huit mois. Surtout, il est le premier à donner la priorité aux minorités. « *Nous devons prendre acte que la pauvreté n'est pas un échec personnel, a expliqué l'élue. C'est un échec de nos politiques et de notre système.* »

L'expérience est déjà menacée d'un procès. L'avocate Harmeet Dhillon, membre du Parti républicain de Californie, prétend qu'il est anticonstitutionnel d'exclure une catégorie de population bien que le financement soit entièrement privé. « *Je suis contre le socialisme* », a-t-elle clamé.

Socialiste : le grand mot est lâché. Dans *Noema*, la revue du Berggruen Institute, l'essayiste Nathan Gardels plaide pour une formule qui dépasserait le vieux clivage entre travail et capital : un « *New Deal 2.0* ». Selon lui, l'automatisation des tâches va entraîner un « *divorce croissant* » entre revenu et travail.

Conséquence : une plus grande partie du revenu des citoyens devrait provenir d'une participation au capital des entreprises, propose-t-il, « *en particulier celles où les machines intelligentes se substituent à l'emploi* ». Ce ne serait plus un revenu minimum garanti qui serait offert à chacun mais un portefeuille. Un capital universel garanti.

[Corine Lesnes\(San Francisco, correspondante\)](#)

-